

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2006-2007

20 MARS 2007

Proposition de loi complétant l'article 45 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en vue de renforcer la participation démocratique

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'INTÉRIEUR ET
DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
PAR
M. HAPPART

I. INTRODUCTION

La proposition de loi à l'examen a été déposée le 29 novembre 2006 et envoyée à la commission de l'Intérieur et des Affaires administratives.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2006-2007

20 MAART 2007

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 45 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, ter versterking van de democratische betrokkenheid

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BINNENLANDSE ZAKEN EN VOOR DE
ADMINISTRATIEVE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER **HAPPART**

I. INLEIDING

Dit wetsvoorstel werd ingediend op 29 november 2006 en naar de commissie voor de Binnenlandse zaken en de administratieve Aangelegenheden verwezen.

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président / Voorzitter : Ludwig Vandenhove.

Membres / Leden :

SP.A-SPIRIT	Mimount Bousakla, Fauzaya Talhaoui, Ludwig Vandenhove.
VLD	Jeannine Leduc, Nele Lijnen, Stefaan Noreilde.
PS MR	Sfia Bouarfa, Jean-Marie Happart, Philippe Moureaux. Berni Collas, Alain Destexhe, Nathalie de T' Serclaes.
CD&V Vlaams Belang CDH	Wouter Beke, Marc Van Peel. Yves Buysse, Nele Jansegers. Francis Delpérée.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Christel Geerts, Flor Koninckx, Fatma Pehlivan, Myriam Vanlerberghe.
Margriet Hermans, Annemie Van de Casteele, Patrik Vankrunkelsven, Paul Wille.
Jean Cornil, Joëlle Kapompolé, Olga Zríhen.
Jean-Marie Cheffert, Marie-Hélène Crombé-Berton, Christine Defraigne, François Roelants du Vivier.
Mia De Schampelaere, Elke Tindemans, Hugo Vandenberghe.
Anke Van dermeersch, Joris Van Hauthem, Wim Verreycken.
Christian Brotcome, Clotilde Nyssens.

Voir :

Documents du Sénat :

3-1956 - 2006/2007 :

N° 1 : Proposition de loi de M. Steverlynck et consorts.
N° 2 : Amendements.

Zie :

Stukken van de Senaat :

3-1956 - 2006/2007 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heer Steverlynck c.s.
Nr. 2 : Amendementen

Celle-ci l'a examinée au cours de ses réunions des 13 et 20 mars 2007.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE L'AUTEUR PRINCIPAL DE LA PROPOSITION DE LOI, M. JAN STEVERLYNCK

Le sénateur Steverlynck explique que l'objectif de la réforme des polices, qui est de mieux garantir la sécurité du citoyen en partant de la communauté locale, en prévoyant dès lors un ancrage local, échoue parfois dans les zones de police pluricommunales.

Dans les zones de police pluricommunales, le conseil communal et le collège échevinal voient leurs compétences exercées par le conseil de police et par le collège de police. De ce fait, l'ancrage local n'est pas toujours réalisé de manière optimale.

Les membres du conseil communal ne peuvent pas toujours répondre correctement aux questions que les citoyens leur posent à propos du fonctionnement de la police locale.

En fait, le problème est double.

Le chef de corps n'est pas toujours au fait de la manière de voir du conseil communal par rapport au fonctionnement de la police locale. Dans certaines zones, les chefs de corps sont déjà invités à assister aux conseils communaux, alors que dans d'autres zones, ils ne bénéficient pas de cette possibilité et ne peuvent donc pas discuter de leur politique avec les conseillers communaux. Certains voudraient avoir la possibilité d'un échange de vues avec le conseil communal.

Quant aux conseillers communaux, ils perçoivent souvent une certaine distance par rapport à la politique de sécurité proprement dite et à la police. Quand ils essaient d'évoquer ces points lors d'une réunion du conseil communal, le bourgmestre doit souvent leur rappeler qu'il s'agit d'une compétence du conseil de police. Et lorsqu'un tel point est inscrit à l'ordre du jour d'un conseil de police, il est souvent souligné qu'il s'agit d'un cas propre à une commune donnée, si bien que là aussi, aucun débat de fond n'est organisé.

Il en résulte que des demandes légitimes ne sont pas ou pas suffisamment satisfaites.

La proposition de loi vise à permettre aux conseils communaux de recevoir, par l'intermédiaire du bourgmestre, une réponse aux questions qui s'y posent. Le but poursuivi n'est donc certainement pas de remettre en cause la réglementation des compétences prévue par la loi pour ce qui est des conseils et collèges de police. Le corollaire ne peut pas être de permettre à un conseiller communal d'interroger directement un chef de corps, les questions devant être posées par l'intermédiaire du bourgmestre, qui est membre du collège de police.

Het werd door de commissie besproken tijdens haar vergaderingen van 13 en 20 maart 2006.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE HOOFDINDIENER VAN HET WETSVOORSTEL, DE HEER JAN STEVERLYNCK

Senator Steverlynck zet uiteen dat de doelstelling van de politiehervorming, de veiligheid van de burger beter te waarborgen door de lokale gemeenschap als uitgangspunt te nemen en dus een lokale verankering in te bouwen, niet altijd lukt in de meergemeentepolitiezones.

In de meergemeentepolitiezones worden de bevoegdheden van de gemeenteraad en het schepencollege uitgeoefend door de politieraad en het politiecollege. Daardoor wordt de lokale verankering niet altijd optimaal verwezenlijkt.

De leden van de gemeenteraad kunnen niet altijd correct antwoorden op de vragen van de burgers die zij over de werking van de lokale politie ontvangen.

Eigenlijk is er een dubbel probleem.

De korpschef weet niet altijd wat er leeft in de gemeenteraad over de werking van de lokale politie. In sommige zones worden de korpschefs reeds uitgenodigd op de gemeenteraden, in andere zones krijgen ze die kans niet zodat zij hun beleid niet kunnen bespreken met de raadsleden. Sommigen zouden over de mogelijkheid willen beschikken om met de gemeenteraad van gedachte te wisselen.

De gemeenteraadsleden, op hun beurt, ervaren vaak een zekere afstand tegenover het eigenlijke veiligheidsbeleid en de politie. Wanneer zij deze punten willen aankaarten tijdens een raadsvergadering is de burgemeester vaak verplicht om er op te wijzen dat het gaat over een bevoegdheid van de politieraad. Wanneer een dergelijk punt aan de orde is op een politieraad wordt vaak geopperd dat het gaat om een specifieke situatie in één gemeente waardoor ook daar geen grondig debat wordt gevoerd.

Het gevolg is dat daardoor terechte vragen niet of onvoldoende worden opgevolgd.

Het wetsvoorstel beoogt de gemeenteraden de kans te geven om, via de burgemeester, een antwoord te krijgen op de vragen die er leven. Het is dus zeker niet de bedoeling om te tornen aan de in de wet opgenomen bevoegdheidsregeling van de politieraden en van de politiecolleges. Het mag er niet toe leiden dat een gemeenteraadslid rechtstreeks vragen stelt aan een korpschef, zij moeten worden gesteld via de burgemeester die lid is van het politiecollege.

La proposition de loi vise également à permettre au chef de corps de la zone locale d'assister, au moins une fois par an, à un conseil communal. À cet égard, le but est non pas d'interroger le chef de corps ou de l'évaluer, mais d'instaurer un dialogue constructif. À cette occasion, les deux parties pourront faire part de leurs attentes et de leur conception de la politique en matière de police. Dans certaines communes, ce dialogue est déjà instauré.

En modifiant l'article 45 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, la proposition de loi tente de réaliser ces deux objectifs.

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

Fort de son expérience personnelle dans une zone de police pluricommunale, le sénateur Noreilde, cosignataire de la proposition, est convaincu de l'importance de celle-ci pour un bon fonctionnement de la police dans les zones visées. Il est essentiel d'informer les conseillers communaux au sujet de la politique policière locale et de pouvoir organiser une fois par an un échange de vues à ce propos.

M. Collas s'est également associé à cette proposition de loi. Les deux chefs de zone qu'il connaît le mieux se sont déclarés favorable à une telle initiative. Selon eux il est important de rencontrer les conseillers communaux pour favoriser leur intérêt pour la sécurité des zones. La solution proposée associera tous les responsables politiques au niveau local à cette question. Comme le fonctionnement actuel des zones de police lui semble se dérouler de façon satisfaisante, la proposition de loi ne doit pas être considérée comme une critique, mais plutôt comme un complément qui démocratise davantage les structures existantes. L'échange de vues annuel entre chefs de corps et conseillers communaux sera, pour toutes les parties concernées, une expérience enrichissante.

Le sénateur Vandenhove estime que la réunion annuelle proposée avec le conseil communal ne devrait poser aucun problème. De nombreux chefs de zones organisent déjà un tel échange de vues; c'est notamment le cas dans la zone de police dont fait partie la ville de Saint-Trond. Une telle réunion est l'occasion, pour le chef de corps, de commenter le rapport annuel de la zone. Il renvoie à cet égard à la proposition de loi complétant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en vue d'assurer la publicité des données relatives à la criminalité dans les zones de police (doc. Sénat 3-133) qui a été votée par le Sénat et qui doit être actuellement examinée par la Chambre des représentants. Il y est prévu que le chef de corps doit rédiger un rapport annuel.

Het wetsvoorstel strekt er eveneens toe om, minstens eenmaal per jaar, de korpschef van de lokale zone, aanwezig te laten zijn op een gemeenteraad. Daarbij is het niet de bedoeling om de korpschef aan de tand te voelen of om hem te beoordelen maar wel om een constructieve dialoog te voeren. Beide partijen kunnen daarin aangegeven wat zij van elkaar verwachten en hoe zij aankijken tegen het politiebeleid. In sommige gemeenten is dat reeds het geval.

Door een wijziging van artikel 45 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, wil het wetsvoorstel deze twee doelstellingen verwezenlijken.

III. ALGEMENE BESPREKING

Senator Noreilde, medeondertekenaar van het wetsvoorstel, verklaart dat hij op grond van zijn persoonlijke ervaring in een meergemeentenpolitiezone, het wetsvoorstel belangrijk vindt voor een goede politiewerking in deze zones. Het is belangrijk dat de gemeenteraadsleden geïnformeerd worden over het lokale politiebeleid en hierover, eens per jaar, een gedachtewisseling kunnen organiseren.

De heer Collas heeft zich ook aangesloten bij dit wetsvoorstel. De twee zonechefs die hij het beste kent, keuren dit initiatief goed. Volgens hen is het belangrijk de gemeenteraadsleden te ontmoeten om hun belangstelling voor de veiligheid van de zones aan te wakkeren. De voorgestelde oplossing betreft alle plaatselijke politieke verantwoordelijken bij deze kwestie. Aangezien de huidige werking van de politiezones blijkbaar voldoening geeft, moet het wetsvoorstel niet als een vorm van kritiek beschouwd worden, maar als een aanvulling die de bestaande structuren een groter democratisch gehalte geeft. De jaarlijkse gedachtewisseling tussen de zonechefs en de gemeenteraadsleden zal voor alle betrokkenen een verrijkende ervaring zijn.

Senator Vandenhove meent dat de voorgestelde jaarlijkse vergadering met de gemeenteraad geen enkel probleem kan vormen. Veel zonechefs organiseren reeds een dergelijke gedachtewisseling, ondermeer in de politiezone waar Sint-Truiden deel van uit maakt is dit het geval. Op een dergelijke vergadering wordt door de korpschef het jaarverslag van de zone toegelicht. Hij verwijst in dit verband naar het wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, met het oog op de openbaarheid van de criminaliteitsgegevens in politiezones (St. Senaat 3-133) dat door de Senaat is gestemd en thans in de Kamer van volksvertegenwoordigers moet worden behandeld. Daarin wordt bepaald dat de korpschef jaarlijks een verslag moet opstellen.

Toutefois, l'intervenant est d'avis que le premier volet de la proposition de loi pose problème. En permettant aux conseillers communaux d'interroger le chef de corps, on revient sur les structures prévues dans la loi actuelle, qui attribue une compétence spécifique au conseil de police.

La représentante du ministre de l'Intérieur partage l'analyse du sénateur Vandenhove. La disposition qui permet d'organiser une réunion annuelle entre le chef de corps et le conseil communal, pour discuter de l'éventuel rapport annuel et commenter la politique, complète avantageusement la loi actuelle. Elle souligne toutefois que la politique est déterminée par le conseil zonal de sécurité et qu'il faut veiller à ne pas opérer un glissement vers le conseil communal. C'est le danger inhérent à l'alinéa 1^{er} de l'article 2 de la proposition de loi, qui risque, s'il est adopté, de remettre en cause la philosophie de la réforme des polices. Il faut aussi veiller à ne pas multiplier les tâches administratives incombant au chef de corps, qui ne sont déjà pas négligeables. Le chef de corps doit rendre compte à différentes instances, mais avant tout au bourgmestre-président du conseil zonal de sécurité. Le risque que le chef de corps soit sollicité à l'excès est réel. D'ailleurs, dans la plupart des zones de police, la communication avec les instances communales est excellente. Le ministre n'émet donc qu'une seule réserve, laquelle concerne le premier volet de la proposition de loi.

Le sénateur Steverlynck se réjouit de la bonne communication qui existe dans la plupart des zones de police. Mais il sait par expérience qu'elle n'est pas optimale partout. Certains chefs de corps aimeraient pouvoir défendre leur politique au conseil communal, mais on ne leur en donne pas la possibilité. C'est la raison pour laquelle il trouve judicieux d'inscrire pareille possibilité dans la loi.

En ce qui concerne l'alinéa 1^{er}, le ministre et le sénateur Vandenhove craignent une érosion des compétences du conseil et du collège de police, ainsi qu'un alourdissement de la charge administrative du chef de corps. En tout cas, l'objectif n'est pas de vider les compétences du conseil de police de leur substance. Les questions doivent être transmises par les canaux appropriés, c'est-à-dire par l'intermédiaire du bourgmestre, qui siège au collège de police.

Wel doet, volgens hem, het eerste luik van het wetsvoorstel een probleem rijzen. Door leden van de gemeenteraad vragen te laten stellen aan de korpschef komt men terug op de in de huidige wet voorziene structuren waarin een specifieke bevoegdheid wordt gegeven aan de politieraad.

De vertegenwoordigster van de minister van Binnenlandse Zaken deelt de analyse van senator Vandenhove. Een jaarlijkse vergadering van de korpschef met de gemeenteraad, waarin het eventueel jaarverslag wordt besproken en het beleid wordt toegelicht, is een positieve aanvulling van de huidige wet. Wel benadrukt zij dat het beleid wordt bepaald door de zonale veiligheidsraad en men er op moet letten dat dit beleid niet verschuift naar de gemeenteraad. Dat is het gevaar dat schuilt in eerste lid van artikel 2 van het wetsvoorstel. Daardoor komt men mogelijk terug op de filosofie van de politiehervorming. Ook moet men er over waken dat de administratieve taken van de korpschef, die al niet gering zijn, nog toenemen. De korpschef moet aan verschillende instanties verantwoording afleggen, in de eerste plaats is dat aan de burgemeester-voorzitter van het zonale veiligheidscollege. Het gevaar bestaat dat de korpschef overvraagd wordt. In de meeste politiezones verloopt de communicatie met de gemeentelijke instanties overigens bijzonder goed. De minister maakt dus enkel een voorbehoud voor het eerste luik van het wetsvoorstel.

Senator Steverlynck verheugt zich over het feit dat de communicatie in de meeste politiezones goed verloopt. Uit ervaring weet hij echter dat dit niet overal het geval is. Sommige korpschefs zouden graag hun beleid willen toelichten voor de gemeenteraad maar krijgen daartoe de kans niet. Vandaar dat hij het verstandig acht dat een dergelijke mogelijkheid ook in de wet wordt ingeschreven.

Wat het eerste lid betreft, vrezen de minister en senator Vandenhove een uitholling van de bevoegdheden van de politieraad en -college en een toename van de administratieve last van de korpschef. In elk geval is het niet de bedoeling om de bevoegdheden van de politieraad uit te hollen. De vraag moet via de geëigende kanalen gesteld worden, namelijk via de burgemeester die zetelt in het politiecollege. Het is niet de bedoeling dat die vragen door de gemeenteraad rechtstreeks — of via de politieraad — worden gericht aan de korpschef.

L'objectif n'est pas d'adresser directement ces questions au chef de corps par l'intermédiaire du conseil communal ou du conseil de police. Pour être sûr que le conseil communal sera correctement informé, la proposition prévoit que le chef de corps doit répondre par écrit. L'intervenant ne partage pas la crainte que la proposition de loi alourdisse les tâches administratives du chef de corps. Il est néanmoins ouvert à d'autres solutions pour mieux informer le conseil communal.

Le sénateur Vandenhove souligne que le conseil communal exerce encore un certain nombre de compétences policières. Si une question porte sur l'une de ces compétences, le bourgmestre doit y répondre. Si le bourgmestre ne peut pas répondre immédiatement, il peut le faire ultérieurement par écrit. Mais si la question porte sur une compétence du conseil de police, elle doit être posée par son intermédiaire. On ne peut en effet mélanger les compétences.

Le sénateur Beke fait remarquer que tous les groupes qui siègent au conseil communal ne sont pas représentés au sein du conseil de police. Il estime que ces groupes devraient également pouvoir exercer leur droit de contrôle démocratique.

Le sénateur Vandenhove répond que c'est l'électeur qui, lors des élections, détermine la taille d'un parti. La représentation ou non d'un parti au sein du conseil communal et du conseil de police est liée à l'application du système Dhondt. C'est le mode de fonctionnement de la démocratie. En suivant le même raisonnement, on pourrait donner à des partis non représentés au conseil communal le droit de poser des questions.

Le sénateur Beke estime que cela n'est pas comparable.

Le sénateur Vandenhove répond que le système de la démocratie représentative est ainsi fait. Du fait de l'application du «système Dhondt», les partis qui n'obtiennent pas suffisamment de voix n'auront pas d'élu au conseil communal, et d'autres partis n'auront aucun représentant au sein du conseil de police.

Le sénateur Beke fait remarquer qu'il avait été dit, lors de la réforme des polices, que les compétences du conseil communal seraient transférées vers le conseil de police. Or, du fait de la double application du «système Dhondt», certains partis n'ont aucun représentant au sein du conseil de police, perdant ainsi le pouvoir de contrôle dont ils disposaient auparavant du fait de leur présence au conseil communal.

M. Collas croit pouvoir constater un consensus en ce qui concerne le deuxième point de la proposition. En ce qui concerne la première partie de la proposition, qui démocratise l'accès à l'information en matière

In het voorstel is voorzien dat de vraag schriftelijk moet worden beantwoord om er zeker van te zijn dat de gemeenteraad op een degelijke manier wordt geïnformeerd. Hij deelt de vrees niet dat het wetsvoorstel zal leiden tot een verzwaring van de administratieve taken van de korpschef. Hij staat wel open voor andere oplossingen om de gemeenteraad beter te informeren.

Senator Vandenhove wijst er op dat de gemeenteraad nog wel een aantal politiebevoegdheden heeft. Als iemand een vraag stelt die verband houdt met deze bevoegdheden dan moet de burgemeester daar op antwoorden. Als de burgemeester dit antwoord niet onmiddellijk kan geven dan kan hij later een schriftelijk antwoord geven. Als de vraag echter op een bevoegdheid van de politieraad betrekking heeft dan moet de vraag gesteld worden via de politieraad. Het gaat echter niet op om die bevoegdheden door elkaar te halen.

Senator Beke wijst er op dat niet alle fracties van de gemeenteraad in de politieraad vertegenwoordigd zijn. Hij vindt dat deze fracties ook hun democratisch controlerecht moeten kunnen uitoefenen.

Senator Vandenhove antwoordt dat het de kiezer is die bij de verkiezingen bepaalt hoe groot een partij is. Door het systeem van de getrapte vertegenwoordiging wordt een partij al dan niet vertegenwoordigd in de gemeenteraad en de politieraad. Dat is de manier waarop de democratie werkt. Met dezelfde redenering kan men partijen die niet in de gemeenteraad vertegenwoordigd zijn het recht geven om vragen te stellen.

Senator Beke meent dat dit van een andere orde is.

Senator Vandenhove antwoordt dat dit het systeem is van de vertegenwoordigende democratie. Door het getrapte systeem zullen partijen die niet genoeg stemmen halen, geen verkozenen hebben in de gemeenteraad, andere partijen zullen geen vertegenwoordiger hebben in de politieraad.

Senator Beke wijst er op dat bij de politiehervorming gezegd werd dat de bevoegdheden van de gemeenteraad zouden worden overgeheveld naar de politieraad. Door het getrapte systeem twee keer toe te passen hebben sommige partijen echter geen vertegenwoordiger in de politieraad waardoor zij niet langer beschikken over een controlerende bevoegdheid die zij, als lid van de gemeenteraad, vroeger wel hadden.

De heer Collas meent te kunnen vaststellen dat er eensgezindheid bestaat omtrent het tweede punt van het voorstel. Wat het eerste deel van het voorstel betreft, dat de toegang tot informatie over politiezaken

de police, il souligne que la proposition ne veut pas porter atteinte aux compétences du conseil ou du collège de police.

La sénatrice Leduc souligne que certains membres du conseil communal siègent au conseil de police. Mais lorsqu'un parti obtient trop peu de voix, il n'est plus représenté au sein du conseil de police. Ses membres peuvent alors poser leurs questions au bourgmestre, qui est le représentant de leur commune au collège de police. Toutefois, les questions posées doivent être à caractère général. Il ne faut pas non plus ignorer les questions des citoyens sur le fonctionnement de la police locale. Dans toute commune qui fonctionne bien, les citoyens ont la possibilité de poser des questions à l'administration communale, à charge pour la commune de veiller à ce qu'une réponse soit apportée à ces questions dans un délai raisonnable.

L'intervenante estime dès lors que le fonctionnement actuel des administrations communales permet déjà de remédier aux problèmes évoqués dans la première partie de la proposition.

Le sénateur Vandenhove pense pouvoir conclure que la commission est clairement d'accord sur le principe d'une réunion annuelle du conseil communal en présence du chef de corps de la zone locale. En revanche, il n'y a manifestement pas unanimité sur la possibilité, pour les membres du conseil communal, d'interroger le chef de corps.

Le sénateur Steverlynck partage cette analyse et est disposé à accepter un amendement en la matière.

Enfin, la représentante du ministre fait remarquer que l'expression « l'action de la police locale », dans le dernier alinéa, est plutôt vague. Ne faudrait-il pas préciser davantage le sujet de la discussion annuelle avec le conseil communal? La commission pourrait indiquer que l'échange de vues doit porter sur la politique et les chiffres en matière de criminalité.

Les sénateurs Beke et Steverlynck peuvent admettre que l'on précise le sujet de l'échange de vues à condition qu'on ne se limite pas, par exemple, à une discussion sur les chiffres en matière de criminalité.

IV. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

Cet article est adopté sans discussion à l'unanimité des 10 membres présents.

democratiseert, benadrukt hij dat het voorstel geen afbreuk wil doen aan de bevoegdheden van de politieraad of het politiecollege.

Senator Leduc wijst er op dat leden van de gemeenteraad zetelen in de politieraad. Wanneer een partij echter te weinig stemmen haalt dan zal hij er niet in zetelen. Zij kunnen hun vragen aan de burgemeester stellen die de vertegenwoordiger is van de gemeente in het politiecollege. De vragen die worden gesteld moeten echter van algemene aard zijn. Men mag ook niet voorbijgaan aan de vragen van de burgers over het functioneren van de lokale politie. In elke goedwerkende gemeente bestaat de mogelijkheid voor burgers om vragen te stellen aan het gemeentebestuur. De gemeente moet er over waken dat deze vragen binnen een redelijke termijn worden beantwoord.

Zij meent dan ook dat het eerste deel van het voorstel reeds door de huidige werking van de gemeentebesturen kan ondervangen worden.

Senator Vandenhove meent te mogen concluderen dat er een duidelijke consensus bestaat binnen de commissie over het principe van een jaarlijkse vergadering van de gemeenteraad met de korpschef van de lokale zone. Over de bevragsmogelijkheid van de korpschef door de leden van de gemeenteraad bestaat er duidelijk geen eensgezindheid.

Senator Steverlynck deelt deze analyse en is bereid om een amendement in die zin te aanvaarden.

De vertegenwoordiger van de minister merkt ten slotte op de omschrijving in het laatste lid « het optreden van de lokale politie » nogal vaag is. Dient het onderwerp van de jaarlijkse bespreking met de gemeenteraad niet nader gepreciseerd te worden? De commissie zou kunnen aangeven dat het moet gaan over het beleid en criminaliteitscijfers.

Senatoren Beke en Steverlynck kunnen aanvaarden dat de omschrijving gepreciseerd worden op voorwaarde dat de omschrijving niet beperkt wordt tot een bespreking van bijvoorbeeld, de criminaliteitscijfers.

IV. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Dit artikel wordt zonder verdere bespreking eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Article 2

Amendement n° 1

M. Vandenhove et consorts déposent un amendement (amendement n° 1, doc. Sénat n° 3-1956/2) tendant à supprimer l'alinéa 1^{er} de la disposition proposée dans cet article.

Cet amendement est adopté par 9 voix et 1 abstention.

Amendement n° 2

M. Steverlynck et consorts déposent un amendement (amendement n° 2, doc. Sénat n° 3-1956/2) tendant à préciser l'alinéa 2 de la disposition proposée dans cet article. Ils proposent de remplacer les mots «l'action de la police locale» par les mots «la politique en matière de police locale et le fonctionnement de cette police».

Cet amendement est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

L'ensemble de l'article ainsi amendé est également adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

L'ensemble de la proposition de loi amendée a également été adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

*
* *

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 11 membres présents.

Le rapporteur,

Jean-Marie HAPPART.

Le président,

Ludwig VANDENHOVE.

Artikel 2

Amendement nr. 1

Senator Vandenhove c.s. dienen een amendement in (Amendement 1, St. Senaat 3-1956/2) dat er toe strekt het eerste lid van de in dit artikel voorgestelde bepaling te doen vervallen.

Dit amendement wordt aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 2

Senator Steverlynck c.s. dienen een amendement in (Amendement 2, St. Senaat 3-1956/2) dat er toe strekt het tweede lid van de in dit artikel voorgestelde bepaling te precisieren. Zij stellen voor om de woorden «het optreden van de lokale politie» te vervangen door de woorden «het beleid en de werking van de lokale politie».

Dit amendement wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Het geheel van het aldus geamendeerde artikel wordt eveneens eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Het geheel van het geamendeerde wetsvoorstel wordt eveneens eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

*
* *

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd door de 11 aanwezige leden.

De rapporteur,

Jean-Marie HAPPART.

De voorzitter,

Ludwig VANDENHOVE.